

# Ici, Ensemble

Le Journal de l'amitié politique entre les habitants du pays

Prix : 1 €

~ Editorial ~

---

## **Principes pour tous, Lieux politiques pour les décider, Distance à l'Etat et face à face.**

---

Ceux qui nous lisent régulièrement, savent que notre travail se déploie sur quelques points essentiels :

1. Une politique du côté des gens, pensée et faite du point des gens, est souhaitable, possible et réalisable.

2. Cette politique se construit autour de principes pour tous, porteurs de processus d'égalité (*les droits pour tous : le pays c'est nous tous ; chaque habitant compte et doit être respecté par l'Etat ; abrogation des lois d'exception comme le CESEDA ; arrêt de la ségrégation en direction des quartiers populaires ; pour un rapport nouveau et positif à la jeunesse populaire de ce pays ; ce qui fait la vie des gens, et les rapports des gens entre eux, ne doit pas être l'affaire de la police (préfecture, PAF)...*).

Nous ne sommes pas des "opposants", mais des gens qui nous retrouvons à partir d'affirmations positives sur ce que peut être ce pays.

3. Pour mener à bien ce travail, il faut pouvoir tenir une distance à l'Etat, à ses lieux de pensée et d'organisation (gouvernement, partis, syndicats...). Nous devons repenser et mettre en pratique un rapport nouveau à l'Etat : nous ne cherchons ni places ni avantages, nous ne cherchons pas le pouvoir ; distance à l'Etat ne signifie pas "*être lointain de ce que fait le gouvernement*", au contraire, c'est ce qui permet d'organiser un face à face sur les points essentiels qui touchent à la vie des gens. Si la prise de l'état ne nous intéresse pas, et que nous ne nous fixons pas sa "destruction", alors nous proposons de le vider de ce qui fait sa substance politique.

4. Pour ce faire, l'invention et la tenue de nouveaux lieux politiques sont essentiels : lieux où se réfléchissent les principes pour tous ; où se met en place de manière organisée un rapport d'égalité : chacun parle en son nom ; lieux de décisions collectives pour intervenir dans les situations que nous

jugeons importantes : les lois et mesures d'exception et les conséquences de leur mise en place.

Le *Rassemblement* et les *Collectifs pour une politique de paix et d'amitié* sont déjà porteurs de ce travail et de cette façon de faire sur des points bien précis.

Nous proposons, dans la période qui s'ouvre, de travailler ensemble, dans les **Assemblées du pays pour tous** à la mise en place d'un travail sur la ville (quartiers populaires, centre-ville, jeunesse...) pour, point par point, ouvrir à des batailles, nouvelles pour certaines et à redéployer pour d'autres. Cette proposition fait suite à la réunion publique du 23 janvier où nous avons décidé de mener un travail pour que l'Etat reconnaisse que la France est le pays de tous ceux qui y vivent.

Pour l'instant, nous avons dégagé 4 points :

- Les conséquences du CESEDA contre les gens de nationalité étrangères en France : refus et pertes de papiers, droits soumis à conditions policières et ce de manière incessante ; expulsions et rafles. Il faut **se battre et se regrouper pour l'abrogation du CESEDA, et il faut dès maintenant remettre en place un dispositif offensif pour gagner les régularisations sur la base du travail, des études, de la maladie et de l'exil, bref de la vie ici !** Ce n'est pas aux Préfectures, donc à la police de décider si tel ouvrier doit travailler dans telle entreprise, tel étudiant doit étudier, tel malade être soigné, tel réfugié être protégé !

- La ségrégation doit cesser, les quartiers populaires font partie du pays, les habitants doivent être respectés. Nulle personne qui vit ici n'est étrangère au pays, à ce qui s'y passe, à sa construction. Le traitement policier et de rejet des habitants doit cesser. Un habitant = un habitant !

La destruction des quartiers populaires n'est en rien une réponse aux difficultés actuelles des habitants (chômage, misère), ce n'est que la volonté de mettre en place ce qu'un maire d'extrême-droite disait en son temps *"les immigrés, c'est comme la poussière, ça*

*se déplace"*. Pour nous, il n'y a pas les *"immigrés"* et les *"français"*, il n'y a que des gens d'ici !

- La loi de rétention de sûreté doit être abrogée. C'est cette loi qui permet d'enfermer à vie des malades mentaux ; elle est significative de ce que l'Etat dit à tous : certains "méritent" des soins et peuvent être considérés comme des humains, d'autres non. Dans tous les cas, c'est l'Etat qui décide où placer chacun ! Il n'y a plus aucun principe qui pose chacun à égalité de traitement. Cette loi remue à juste titre toute une partie du corps médical concerné, mais elle ne doit pas être pensée et abordée comme une affaire de "spécialistes" : c'est du rapport aux gens en général dont il est question, et cela concerne tout un chacun. Il ne s'agit pas de se substituer aux médecins psychiatres, mais bien d'affirmer qu'ils sont et doivent rester les seuls compétents pour décider des soins à donner et que cela ne relève d'aucune façon de commissions à caractère pénitentiaire.

- L'école doit être pour tous, chaque enfant doit être pris en compte. Aucun tri ne doit se faire, qui cherche à séparer les "méritants" des "autres" dont il est décrété qu'on ne pourrait rien en faire. A ce sujet, nous renvoyons à un article plus complet paru dans le numéro 14 de "Ici, Ensemble" (*en ligne sur notre site, ainsi qu'à une vidéo reprenant une réunion publique qui s'est tenue sur ce sujet à la Reynerie, organisée par un collectif de parents/enseignants/habitants* : <http://tvbruits.org/spip.php?article1385>).

**D'où l'on parle** détermine en grande partie les décisions, choix et orientations prises par chacun et collectivement.

Participer de la mise en place de lieux pour une politique du côté des gens, lieux à distance de l'Etat, pour organiser le face à face sur des principes pour tous, c'est mettre de son côté une possibilité de réelle égalité et de liberté.

Jean-Louis

---

# GRÈVES CGT D'OUVRIERS SANS-PAPIERS : UN BILAN CATASTROPHIQUE

---

## 1 – L'historique :

Il y a encore 5, 6 ans, le gouvernement, mais aussi les syndicats comme les médias, ne parlaient que d'immigrés clandestins. Dans sa campagne présidentielle, Sarkozy disait: « ils n'ont pas de travail, pas de logement .» pour justifier son programme d'expulsions massives. On était présentés comme des charges pour le pays. Aujourd'hui, tout le monde parle des ouvriers sans-papiers, tout le monde sait que nous travaillons.

Seulement, ça, ça ne tombe pas du ciel. Pendant des années, on s'est battus, nous ici, et d'autres dans des collectifs à Paris : on a manifesté aux cris de «*Ouvriers oui, immigrés non* », « *On travaille, on construit, on fait partie du pays* », « *Ouvrier ça compte, le respect ça compte* », etc...

En juin 2005, à Toulouse, on a fait la première grève des ouvriers sans-papiers, une journée. Pendant nos « *journées de mai* » en 2008, on a organisé une heure de grève sur nos lieux de travail pour discuter ensemble, français et étrangers, avec et sans papiers, comment résister aux contrôles policiers sur

les lieux de travail... On a fait des textes, des déclarations, on a rencontré les gens dans la rue, sur les marchés... , la presse, les secrétaires des préfets, les responsables syndicaux...

On s'est adressé à tout le monde pour dire et montrer la réalité : on est ici, on travaille ici, on est des ouvriers du pays. L'état doit reconnaître ça et nous donner les droits de notre travail, il doit nous régulariser et cesser de nous persécuter.

On n'a jamais lâché, et notre travail a fini par payer : le gouvernement lui-même a dû reconnaître que les sans-papiers travaillent.

Là dessus, la CGT, qui pendant des années n'a rien dit pour nous défendre ou nous protéger contre les contrôles de police sur les lieux de travail (quand elle ne les justifiait pas, comme Thibaut à Toulouse sur le site d'Airbus), lance les grèves d'ouvriers sans-papiers à Paris, avec comme objectif annoncé d'élargir les critères de la régularisation par le travail.

Dès le début, nous nous sommes opposés à ces grèves, essentiellement pour 2 raisons :

- Le seul critère pour régulariser sur la base du travail, c'est la réalité du travail. Il ne peut pas y en avoir d'autre. Celui qui prouve qu'il travaille ou a travaillé doit avoir les papiers et les droits de ce travail. Sinon, c'est l'instauration de la concurrence, et c'est la mise en place de l'immigration choisie : c'est le contraire du droit, qui est pour tous.

---

*Le seul critère pour régulariser sur la base du travail, c'est la réalité du travail. Il ne peut pas y en avoir d'autre. Celui qui prouve qu'il travaille ou a travaillé doit avoir les papiers et les droits de ce travail.*

---

• Les ouvriers sans-papiers n'ont que leur travail pour vivre et faire vivre leur famille ici et leur famille au pays. C'est pour cela qu'ils acceptent des conditions de travail très dures. La grève, en les privant et en privant leurs familles de revenus même minimes, est une arme contre eux. Il existe d'autres moyens de gagner de la visibilité, nous l'avons pratiqué.

A Toulouse, nous avons largement fait connaître notre position, et nous avons

également combattu les listes de dossiers de régularisation par le travail que la CGT montait après la première circulaire, aux critères absolument irréalisables, même par des ouvriers français ! (voir nos textes sur le site).

## **2- Les gens n'ont pas gagné les papiers, et ils ont perdu leur visibilité, leur liberté :**

La CGT se vante d'avoir distribué 6000 cartes de grévistes, mais une carte n'est pas un homme, il n'y a jamais eu 6000 grévistes et maintenant, il n'y a plus personne, le mouvement est en train de pourrir. Pour les gens, c'est catastrophique : pour quelques régularisations, combien d'expulsions ? des OQTF pour ceux qui ont été refusés ; beaucoup ont perdu le travail, ont dû sacrifier la famille y compris celle au pays, tout ça pour une circulaire qui est sortie mais ne fait que confirmer l'immigration choisie de Sarkozy et du gouvernement !

Dans les discours, les ouvriers sans-papiers disparaissent, on parle d'eux à leur place, comme s'ils n'étaient pas là. La CGT parle pour eux comme s'ils n'étaient pas capables. Ils sont là, et en même temps, ils disparaissent, ils redeviennent invisibles.

Il perdent la main sur leur bataille : la CGT mettait la pression pour qu'ils fassent la grève ou qu'ils la continuent, sous peine de ne pas présenter leur dossier. Celui qui reprenait le travail parce qu'il avait besoin de travailler pour lui, pour sa famille, était rayé de la liste ! Ça, c'est honteux, ils ne respectent pas les gens.

La CGT n'est pas le sauveur des sans-papiers, au contraire, dans cette affaire, elle a détruit et défait les gens. Ceux qui étaient organisés ensemble, qui pensaient que le « pour tous » est important, et qui se sont retrouvés dans la logique du « pousse-toi

que je m'y mette », ce n'est pas une avancée, ça les affaiblit, les fait régresser. Tenir les gens les détruit psychologiquement : il ne sont plus acteurs de leur propre histoire, ils ne décident plus de leur combat ; Quand d'autres décident à ta place il n'y a pas d'égalité, tu n'existes pas.

## **3- Il faut dire clairement que dans cette affaire, la CGT travaille pour le gouvernement, elle n'est pas du tout du côté des gens.**

Les gens ont l'impression que c'est la CGT qui a fait le travail, alors qu'ils ne sont là que pour défaire ce qui été construit auparavant pendant des années et profiter de ce qu'on a gagné nous, les collectifs de sans-papiers :

Ils mettent en avant le rapport ouvrier/patron, et présentent les patrons comme les ennemis. Mais c'est faux, c'est juste pour cacher la vraie question : s'il y a des problèmes avec les patrons, ce n'est qu'une conséquence des lois mises en place par le gouvernement.

On commençait à montrer à tout le monde que cette loi CESEDA enlève les droits du travail, pas seulement aux sans-papiers, mais à tout le monde, car à partir du moment où on peut arrêter et menotter quelqu'un parce qu'il travaille et lui refuser les droits, à partir du moment où c'est l'état et plus le patron qui choisit qui peut travailler ou non, c'est bien que travail et droit ne sont plus liés, ce qu'on commence à voir dans les faits.

En prenant pour cible les patrons et non la loi, en demandant au contraire un aménagement du CESEDA au travers d'une circulaire qui fixe des critères, la CGT protège le gouvernement, elle le présente non comme responsable, mais comme arbitre de la situation. Pourquoi ?

Nous pensons que la CGT veut être interlocuteur entre les gens et le gouvernement.

C'est comme ça qu'ils conçoivent leur rôle de syndicat : parler à la place des gens, les empêcher de s'organiser sur leur propre volonté, leur propre capacité, et au contraire leur dire quoi faire et comment. C'est le seul moyen pour les gens de faire avancer l'égalité.

Les collectifs d'ouvriers sans-papiers comme le nôtre leur posent problème, justement parce que les gens s'y retrouvent sur leurs propres forces, et autour de principes « pour tous ». Ils posent aussi problème au gouvernement, justement parce qu'ils sont la preuve que c'est possible de s'organiser ainsi, dans la durée, sans parti, sur des points qui mettent complètement à nu la politique de l'état : ils disaient qu'on est des « clandestins », des parasites, et on les oblige à reconnaître qu'on existe, qu'on est des ouvriers du pays. Cette capacité leur fait très peur, car alors l'état ne sait plus faire. Pour éviter de se retrouver dans cette situation, il veut des médiateurs entre lui et les gens, qui confisquent leurs paroles et leurs pensées. La CGT s'est proposée pour ce rôle.

Grâce à la CGT, qui a lancé les grèves pour la circulaire, les choses sont rentrées dans l'ordre étatique, le « pour tous » a cédé la place au « chacun pour soi », et la politique de l'immigration choisie au coeur du CESEDA est apparue comme une évidence incontournable, incontestable, juste un peu aménageable.

**Mais la circulaire n'a pas lieu d'être. Un ouvrier = un ouvrier. Pourquoi faire le tri ? C'est le travail qui compte et doit ouvrir aux droits.** La bataille n'est pas pour aménager le CESEDA, mais pour gagner son abrogation.

S'ils avaient laissé les collectifs de sans-papiers gagner du terrain, forcément beaucoup de choses seraient gagnées dans le pays, il y aurait plus de gens debout, plus de droit, plus d'égalité, plus de respect de chacun de la part du gouvernement.

#### **4- C'est aux gens de reprendre les choses en mains, à nous les sans-papiers, à nos amis, à qui le veut, de regagner ça. Nos propositions :**

- Réactiver la bataille pour l'abrogation du CESEDA
- Redonner tout son sens à la régularisation sur la base du travail : toute personne qui travaille ou a travaillé doit être régularisée. C'est à la Direction du travail de traiter les dossiers de régularisation par le travail pas à la préfecture.
- Réaffirmer que tout travail doit ouvrir aux droits.
- Arrêter le « chacun pour soi, réinvestir les collectifs du point du « pour tous ».

Le « pour tous » a fait que l'ouvrier sans-papiers a été reconnu comme quelqu'un qui travaille.

Si on veut gagner les droits, c'est en ayant le principe pour tous : Il n'y a pas ceux qui « méritent » ou « ne méritent pas » – ça, c'est le jeu du gouvernement- **il y a le principe de l'égalité comme base du droit : ceux qui sont là, travaillent, ont travaillé, doivent avoir les droits.**

*Texte rédigé par Brigitte et Zoubida, à partir de discussions du «Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici et leurs amis»*

---

## Une politique en intériorité

---

**Au Rassemblement nous menons ce que nous appelons une «politique en intériorité».**

Qu'est ce que cela peut vouloir dire ? Je voulais au travers de ce texte illustrer cette notion en témoignant de ma propre expérience au sein du collectif. Comment suis-je arrivée dans ce collectif et pourquoi ce lieu m'a-t-il particulièrement interpellée ?

Je crois que l'arrivée en politique est d'abord le fait d'une rencontre avec un point du réel qui nous saisit particulièrement. Nous tentons par la suite de trouver un lieu où nous pourrions inscrire, avec d'autres, ce saisissement, dans un mouvement de pensée.

Je participe aux réunions du collectif depuis environ 2 ans. A cette époque, la politique mise en place à l'égard des sans-papiers m'interpellait mais pas plus finalement que celle à l'égard des sans-abris, des jeunes des quartiers, des chômeurs... car je n'étais pas touchée de près par cette situation (moi-même ayant les papiers et ne connaissant pas dans mon entourage proche quelqu'un dans cette situation).

Ce qui m'a accrochée a plutôt été la proposition de travail faite par ce collectif. Je trouvais enfin un lieu où l'on n'était pas du côté de la charité mais du côté d'une réelle proposition de travail à plusieurs et à égalité. Un lieu où les gens réfléchissent ensemble pour trouver des solutions concernant ce qui arrive dans le pays et plus particulièrement aux gens eux-mêmes.

Cette façon de travailler a fait écho à la position que je soutiens dans mon travail de psychologue. Je pense, en effet, que ma première rencontre avec la politique a été la rencontre avec la psychanalyse. Soutenir cette orientation dans mon travail est un acte politique qui se rapproche, pour moi, de la façon de faire de la politique du rassemblement. Je m'explique.

Ce sont à la fois deux formes de travail très différentes puisque le travail que l'on effectue avec un psychanalyste est un

travail personnel sur sa vie intime et que le travail du Rassemblement est un travail collectif (faire de la politique avec d'autres).

J'y ai pourtant, tout de suite, vu un point commun. Dans les deux cas, nous faisons le pari que les gens eux-mêmes

sont capables de penser, avec un autre ou plusieurs, ce qui leur arrive et de construire ce vers quoi ils désirent aller.

Dans mon métier, le savoir y faire avec ce qui nous arrive n'est pas du côté du thérapeute mais du côté du patient. En politique le savoir y faire avec ce qui nous arrive n'est pas du côté de l'Autre (l'Etat, des syndicats...) mais du côté des gens eux-mêmes.

### **Que m'apportent les réunions du Rassemblement ?**

C'est un lieu qui m'aide à penser les choses avec d'autres afin de trouver une façon de me positionner et de m'orienter dans le concret de la vie quotidienne. Pour moi, l'« action » politique est là. J'utilise le mot

« action » car la question qui revient souvent lorsque l'on parle de notre travail est « qu'est-ce que vous faites concrètement ». Prendre le temps de questionner ce qui nous arrive pour trouver une façon de se positionner est une action politique.

Je voulais pour illustrer prendre un exemple de mon travail, un exemple où les discussions menées au collectif ont eu un effet sur la façon de me positionner au travail. Je travaille, en tant que psychologue, dans un collège et dans un lycée. Depuis quelques temps, de plus en plus de parents ainsi que les équipes éducatives font appel à la police pour régler des incidents bénins qui se produisent à l'école (bagarres dans la cour notamment). Pourquoi faire appel à la police dans de telles situations ?

La question des jeunes des quartiers et de la police est une question souvent évoquée dans les diverses réunions du Rassemblement. En effet, des habitants des quartiers, et plus particulièrement des parents, sont interpellés voire choqués dans la façon dont la police traite les jeunes des quartiers populaires. Des discussions sont alors menées sur ce que nous pourrions faire nous mêmes avec nos jeunes si nous ne voulons pas qu'ils soient entre les mains d'une police qui les maltraite. Quelles propositions pouvons-nous faire nous-mêmes face à ce type de situation ? Voilà le type de questions, très concrètes, que nous pouvons nous poser lors de nos réunions.

Ces réunions sont un lieu où nous prenons le temps de réfléchir et de traiter les situations auxquelles nous sommes confrontés au quotidien.

Ainsi, dans le cadre de mon travail, lorsque je reçois des parents ou des professeurs qui veulent porter plainte, j'essaie plutôt d'ouvrir une réflexion avec eux pour tenter de trouver des solutions particularisées qui nous correspondent davantage puisque ce sont des solutions qui nous appartiennent et dont

on aura pris le temps de discuter, d'y mettre du sens...

## Une politique de la responsabilité

Cette politique en intériorité, c'est une politique de la responsabilité. Affirmer que l'on peut avoir une prise sur ce qui nous arrive au-delà de l'Etat est une politique de la responsabilité.

Nous prenons le temps de réfléchir sur les conséquences réelles (sur la vie des gens) de la politique qui est mise en place mais aussi sur les conséquences de nos prises de position. Soutenir un certain discours a des conséquences.

Nous pourrions prendre l'exemple de certains intellectuels qui se positionnent depuis longtemps déjà sur, par exemple, le port du voile, en affirmant qu'il faut une loi pour interdire cela. Mais quant on leur rétorque que la position qu'ils ont soutenue quant au port du voile n'est peut-être pas sans lien avec l'ouverture du débat actuel sur l'identité nationale, ils s'offusquent. Soutenir un discours, notamment publiquement a des conséquences qui souvent nous dépassent.

C'est pourquoi, il me semble essentiel d'avoir des lieux où nous pouvons, à plusieurs penser ces questions. Par exemple, lorsque nous faisons une réunion publique, nous allons prendre le temps de réfléchir d'abord sur le sens de cette réunion, sur ce que nous avons à dire et sur ce que nous aimerions transmettre de notre travail. Puis après coup, nous prenons également un temps pour réfléchir sur ce qui s'y est passé, sur ce que cette rencontre a produit chez les participants et sur nous-mêmes. Et c'est ainsi que nous progressons.

Cette façon de travailler amène à une politique qui n'est jamais figée mais en perpétuelle construction.

*Clémentine*





## POUR NOUS RENCONTRER :

- ⇒ LE RASSEMBLEMENT TIENT DES PERMANENCES JURIDIQUES  
TOUS LES LUNDIS DE 17H À 19H
- ⇒ NOUS SOMMES PRÉSENTS TOUS LES DIMANCHES  
AU MARCHÉ SAINT-SERNIN, DE 11H À 12H
- ⇒ DES REUNIONS REGULIERES SE TIENNENT LE SAMEDI A 18H,  
LE MERCREDI ET LE JEUDI A 18H30, A REYNERIE ET EN CENTRE VILLE
- ⇒ POUR PLUS D'INFOS NOUS JOINDRE AU : 06-13-06-94-62 OU  
NOUS ÉCRIRE À : [ouvriersgensdici@free.fr](mailto:ouvriersgensdici@free.fr)
- ⇒ SUR INTERNET, RETROUVEZ-NOUS SUR : <http://ouvriersgensdici.free.fr> ou  
<http://www.ouvriersgensdici.net>



## ~ SOMMAIRE ~

- ◆ *Editorial : "Principes pour tous, lieux politiques pour les décider, distance à l'Etat et face à face" Page 1 ;*
- ◆ *"Grèves CGT d'ouvriers sans-papiers : un bilan catastrophique" Page 3 ;*
- ◆ *"Une politique en intériorité" Page 6 ;*
- ◆ *Pour nous contacter Page 8 ;*